

UNE URGENCE

augmenter les ressources de la Sécurité sociale

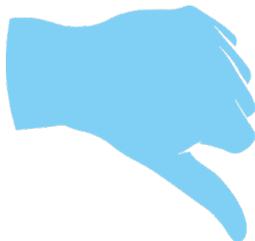
Le constat, nous le vivons au quotidien : les hôpitaux ne remplissent plus leur rôle de service public en filtrant les entrées et avoir un rendez-vous médical en ville est souvent synonyme de galère !

POURQUOI ?

Un manque de professionnels : trop peu de nouveaux médecins formés et des salaires et conditions de travail qui poussent aux démissions.

Un manque d'argent du fait des exonérations massives de cotisations sociales patronales (70 milliards d'euros par an)

LE SAVIEZ-VOUS ?



Comme chaque année, le Parlement va voter une loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Le gouvernement Borne propose un budget en baisse et veut imposer à la population le doublement des franchises sur les médicaments et les consultations, ou encore réduire les dépenses d'arrêts maladie en fliquant les médecins...

Le pays a au contraire besoin d'un budget de la Sécurité sociale qui permet de répondre à tous les besoins, en particulier une augmentation des retraites et des allocations familiales en lien avec l'inflation et une prise en charge digne de l'autonomie.



Il faut en finir avec cette politique qui privilégie le capital au travail, le grand patronat aux travailleurs !

LE PCF PROPOSE

- ➔ **D'augmenter le budget** en remplaçant les exonérations par une modulation des cotisations patronales en fonction des politiques de l'entreprise en termes d'emploi, de salaires, de formation, d'égalité entre les femmes et les hommes, de respect de l'environnement.
- ➔ **De faire cotiser les revenus financiers** des entreprises : en leur appliquant le taux de cotisation patronale sur les salaires, cela rapporterait aujourd'hui près de 80 milliards d'euros de ressources supplémentaires pour le régime général de la Sécurité sociale. Cela pousserait les entreprises à investir plutôt qu'à boursicoter !
- ➔ **D'augmenter les salaires et de sécuriser l'emploi.**
- ➔ D'imposer aux entreprises une **véritable égalité salariale** entre les femmes et les hommes.
- ➔ De mettre en place **un plan massif de formation de professionnels de santé et médico-sociaux.**

Contrairement à la politique du pouvoir, nous devons pouvoir nous soigner selon nos besoins et pas selon nos moyens !
La santé est un droit, pas une marchandise.

J'adhère



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____